

Le Comité de Quartier Le Maritime fait part de sa vive déception après l'octroi du permis pour le projet « Lake Side ». Si la logique de profit des promoteurs n'étonne guère, la responsabilité des pouvoirs publics, elle, est pleinement engagée. Certes, ce dossier s'étire depuis plus de vingt ans et a été transmis de mandature en mandature mais aucun responsable politique n'a su (ou voulu) imposer un véritable rapport de force face au promoteur, ni envisager un partenariat équilibré qui aurait garanti une utilisation plus juste des richesses et des espaces. En qualifiant Lake Side de réponse à la crise du logement, la Secrétaire d'État à l'Urbanisme est totalement à côté de la plaque. Le terme « classe moyenne » est devenu un mot fourre-tout qui ne veut plus rien dire lorsque les logements déjà réalisés sur ce site, lors de la précédente phase de construction portée par le même promoteur, sont commercialisés à plus de 400 000 € pour un deux chambres, il ne s'agit plus de logements accessibles, mais d'une offre clairement déconnectée des besoins réels de la population.

Nous nous doutons bien que les caisses de la Ville et de la Région sont vides et que nos représentants cherchent à attirer des ménages à plus hauts revenus. Nous comprenons cette nécessité budgétaire et nous ne nous y opposons pas par principe. Mais cette stratégie devait-elle exclure une redistribution réfléchie et pensée pour la collectivité ? Est-il acceptable que la commune de Molenbeek doive supporter seule les externalités négatives du projet (pression sur la mobilité, pollution, densité) ? N'y avait-il vraiment aucun moyen de trouver un compromis pour intégrer des solutions pour des profils plus démunis dans cette crise du logement, ou la solidarité est-elle devenue une variable d'ajustement ?

Nous, citoyens du quartier Maritime, nous nous sommes mobilisés sur notre temps libre : analyse du dossier, information pour les riverains, visites guidées et interpellations politiques face à la crise du logement social. Par notre participation à l'enquête publique, nos entrevues et une pétition, nous avons demandé que les charges d'urbanisme (cet impôt dû par le promoteur à la collectivité) soient affectées à la création ou à la rénovation de logements sociaux ou abordables.

Le constat est amer : nos revendications ont été ignorées. L'argent de la ville profite aux projets privés. Le Maritime déplore une capitulation politique face au secteur privé. L'absence totale de logement social ou abordable est une faute grave. Nous craignons que Lake Side ne poursuive la dérive esthétique de Park Lane : ce branding « cheap » où les immeubles portent des noms de villes nord-américaines ou de mots en anglais qui n'ont rien à voir avec Bruxelles, typique d'une vision de business school sans relief. Avec une telle surreprésentation de bureaux et si peu d'équipements publics, ce projet ignore l'impact environnemental et les enjeux de mobilité que le tram 15 ne résoudra pas.